



FNEC-FP *Force Ouvrière*

**Fédération Nationale de l'Enseignement,
de la Culture et de la Formation Professionnelle**

Déclaration CTA du 19 janvier 2017

Comme le mois de janvier est celui des vœux, au nom de la FNEC, nous vous présentons nos meilleurs vœux pour 2017, Mr le Recteur, à vous et vos collaborateurs ainsi qu'au personnel du rectorat. Mais nous souhaiterions aussi formuler un certain nombre d'autres vœux qui rassureraient les enseignants, les jeunes qui nous sont confiés et par là-même leurs familles. Ces vœux seraient :

- Que les conditions de travail de chacun soient améliorées ;
- Que l'offre de formation s'étoffe en tant que de besoin et prenne en compte les publics peu mobiles ;
- Que l'accueil de tous les jeunes, y compris les plus fragiles soit possible dans l'Ecole de la République à tous les niveaux ;
- Que nos revendications contre des réformes empilées dans les différents niveaux de formation, mal vécues, mises en place en catimini, et suivies d'autres réformes encore plus inquiétantes pour les personnels en terme de carrière soient enfin entendues : la FNEC FPFO rappelle ici son opposition à la mise en œuvre du PPCR et aux nouvelles modalités d'évaluation des personnels dont elle demande le retrait.

Les moyens alloués à notre académie pour 2017 par le ministère, pourraient en être pour partie, la traduction sur le terrain, mais nous ne sommes pas dupes, nous sommes à la veille d'échéances politiques. Ce que l'on nous donne aujourd'hui, on nous le reprendra encore plus vite demain ! Surtout en période de restrictions budgétaires.

Aussi, nous sommes pour une utilisation pertinente, transparente et surtout respectant la destination prévue par le ministère. Ainsi, si plus de jeunes sont attendus en lycées, il est normal que plus de moyens leur soient destinés. Il n'est pas normal par ailleurs, lorsque les heures postes diminuent, qu'il y ait une augmentation des HSA. La gestion à moyen terme n'est pas souhaitable ; la FNEC FPFO revendique des moyens pérennisés par l'injection d'heures postes.

La dotation spécifique équivalente 4 ETP pour lycées et LP fragiles n'est pas très évidente à identifier dans la répartition qui est faite !

L'augmentation significative des moyens sur les collèges, pour « bien réussir » la réforme du collège, dont la FNEC FPFO demande toujours l'abrogation, et surtout la faire accepter aux personnels qui y sont opposés, est pour nous contestable quant à sa hauteur et détourne des moyens dus à d'autres formations !

Nous tenons à rappeler ici également, que l'école inclusive à tous les niveaux atteindra ses limites si on ne prend pas garde à préserver les moyens d'encadrement nécessaires sur les dispositifs ULIS au regard du nombre d'élèves qu'ils accueillent, et sur les structures SEGPA auxquelles nous sommes attachés.

Quant à la voie professionnelle, quel manque d'ambition ! Quelle traduction dans les moyens et les structures sur la volonté d'élever le niveau de qualification ? Comment se traduit la politique volontariste en faveur de l'accueil et la réussite des élèves de Bac Pro en BTS ? Vos choix ne montrent que la diminution de l'offre de formation en CAP qui est pour nous une hérésie et ne va pas dans le bon sens ! Les publics à besoins particuliers sont de plus en plus nombreux et certains ne pourront sans doute pas être accueillis dans nos LP. D'ailleurs vous proposez une fermeture sèche de CAP en Nord Franche Comté qui accueille selon les années jusqu'à 50% de jeunes en situation de handicap ! Quels choix leur laissez-vous ? Quelles sont les motivations pour justifier des fermetures de structures pleines ? Le taux d'insertion pour ces jeunes ne peut en être l'argument principal, au regard de leur âge de sortie de formation. En effet beaucoup n'ont même pas 17 ans à la sortie !

Sur ce même niveau de formation, il nous paraît important de ne pas raisonner qu'en termes de filière dans les établissements, mais aussi en termes de projet pertinent pour les jeunes accueillis encadrés par des équipes investies pour leur réussite.

Pour la voie professionnelle nous tenons à vous dire que nous ne cautionnerons pas des choix qui par ailleurs fragiliseraient encore des établissements scolaires.

Loin de vouloir opposer les différentes formations, les personnels ou les établissements entre eux, nous souhaitons que l'offre de formation à certains niveaux ne se fasse pas toujours au détriment des mêmes. Chaque structure et type de formation a sa place, et notre académie si elle a une typologie plus professionnelle, cela est dû à son histoire et celle de sa région ! Ne l'oublions pas et ne détruisons pas tout l'existant, il sera difficile à reconstruire ensuite si besoin !